



## **SOMMAIRE**

ARTICLE PREMIER. GÉNÉRALITÉS.....	6
1.1 En préambule.....	6
1-1-1 – Objet du marché.....	6
1-1-2 – Type de prestations .....	6
1-1-3 – Décomposition des prestations en tranches .....	6
1-1-4 – Durée du marché.....	6
1.2 Présentations des parties et intervenants.....	7
1-2-1 – Le pouvoir adjudicateur.....	7
1-2-2 – Titulaire du marché.....	7
1-2-3 – Maître d’œuvre .....	7
1-2-4 – Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé .....	8
1-2-5 – Informations aux entreprises de travaux .....	8
1.3 Obligations générales des parties.....	9
1-3-1 – Formes de notification et d’information au titulaire.....	9
1-3-2 – Modalités de computation des délais d’exécution des prestations .....	10
1-3-3 – Organisations générales des parties .....	10
1-3-4 – Responsable technique des prestations auprès du titulaire .....	10
1-3-5 – Groupement d’opérateurs économiques.....	11
1-3-6 – Sous-traitance .....	11
1.4 Pièces constitutives du marché.....	12
1.5 Confidentialité – Protection des données personnelles – Mesures de sécurité .....	12
1-5-1 – Obligation de confidentialité .....	13
1-5-2 – Protection des données à caractère personnel .....	13
1-5-3 – Mesures de sécurité .....	13
1-5-4 – Information des sous-traitants .....	13
1.6 Protection de la main-d’œuvre et conditions de travail .....	13
1-6-1 – Application de la réglementation du travail .....	13
1-6-2 – Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés .....	14
1.7 Protection de l’environnement, sécurité et santé .....	14
1.8 Réparation des dommages.....	15
1.9 Assurances .....	15
1-9-1 – Assurance de Responsabilité.....	15
1-9-2 – Assurance des travaux .....	16

1-9-3 – Dispositions diverses .....	16
1-9-4 – Responsabilité .....	16
1.10 Réalisation de prestations similaires.....	17
ARTICLE 2. PRIX ET RÈGLEMENT .....	18
2.1 Le prix .....	18
2-1-1 – Rémunération .....	18
2-1-2 – La forme du prix .....	18
2-1-3 – Variation du prix : révision - actualisation .....	18
2-1-4 – Contenu des prix.....	19
2-1-5 – Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	19
2.2 Avance .....	20
2-2-1 – Avance forfaitaire.....	20
2-2-2 – Conditions de garanties pour le versement de l’avance.....	20
2-2-3 – Bénéficiaires de l’avance.....	20
2-2-4 – Modalités de règlement de l’avance.....	21
2-2-5 – Modalités de résorption de l’avance.....	22
2-2-6 –Avance facultative.....	22
2.3 Modalités de règlements .....	22
2-3-1 – Acomptes .....	22
2-3-2 – Echancier de paiement des acomptes .....	23
2-3-3 – Décompte périodique .....	25
2-3-4 – Remise de la demande de paiement.....	26
2-3-5 – L'acompte périodique du mois "m" .....	27
2-3-6 – Décompte général, paiement pour solde, paiement partiel définitif.....	27
2-3-7 –Facturation électronique.....	28
2.4 Règlements en cas de cotraitants et de sous-traitants payés directement .....	29
2.5 Intérêts moratoires.....	29
ARTICLE 3. DELAIS ET PENALITES .....	31
3.1 Délais d’exécution des prestations .....	31
3-1-1 – Début du délai d’exécution .....	31
3-1-2 – Expiration du délai d’exécution .....	32
3-1-3 – Prolongation du délai d’exécution.....	32
3-1-4 – Autres délais d’exécution .....	33
3.2 Pénalités.....	34
3-2-1 – Généralités .....	34

3-2-2 – Pénalités pour retard de remise des livrables .....	34
3-2-3 – Pénalités pour absence de réponses aux sollicitations et aux observations du maître d'ouvrage.....	34
3-2-4 – Pénalités pour non remboursement de l'avance dans les délais.....	35
3-2-5 – Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité .....	35
3-2-6 – Pénalités pour non-respect des clauses d'insertion sociale .....	35
3-2-7 – Pénalités pour non-respect des clauses environnementales.....	35
3-2-8 – Pénalités pour absence à une réunion .....	36
3-2-9 – Pénalités pour défaut de qualification des intervenants dédiés au marché .....	36
3-2-10 – Pénalités pour manquement aux obligations administratives .....	36
3.3 Primes .....	37
3-3-1 – Primes pour réalisation anticipée.....	37
3-3-2 – Primes pour concours.....	37
ARTICLE 4. EXÉCUTION.....	38
4.1 Développement durable .....	38
4-1-1 – Clauses d'insertion sociale .....	38
4-1-2 – Clauses environnementales.....	38
4.2 Moyens mis à la disposition du titulaire .....	38
4.3 Lieux d'exécution.....	38
4.4 Conditions de remise des livrables .....	38
4-4-1 – Conditions de transmission des documents à fournir par le titulaire.....	39
4-4-2 – Stockage, emballage, transport et gestion des déchets.....	39
4.5 Arrêt de l'exécution des prestations .....	40
4.6 Prestations supplémentaires ou modificatives.....	40
4.7 Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles .....	41
4.8 Clause de réexamen .....	41
4-8-1 – Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution .....	41
4-8-2 – Remplacement du mandataire titulaire en cours d'exécution.....	42
4.9 Données indispensables à l'exécution d'une mission de service public.....	43
4.10 Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire .....	43
ARTICLE 5. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS – GARANTIE .....	44
5.1 Opérations de vérification .....	44
5-1-1 – Délai de vérification et point de départ du délai .....	44
5-1-2 – Présence du titulaire lors des opérations de vérification.....	45
5.2 Admission, ajournement, réfaction et rejet.....	45

5-2-1 – Admission.....	45
5-2-2 – Ajournement.....	45
5-2-3 – Réfaction.....	46
5-2-4 – Rejet.....	46
5-2-5 – Mauvaise qualité ou défectuosité des fournitures ou matériaux.....	46
5.3 Garantie technique .....	46
5.4 Destruction des données.....	46
5.5 Achèvement de la mission.....	46
ARTICLE 6. UTILISATION DES RÉSULTATS .....	48
6.1 Définition des résultats et dispositions générales .....	48
6.2 Régime des droits.....	48
6.3 Cession du droit de reproduction de l’image du ou des bâtiments construits.....	49
6.4 Cession des droits de propriété intellectuelle dans le cas d’une sous-traitance .....	50
6.5 Assistance due par le titulaire du marché à l’exercice des droits concédés.....	51
ARTICLE 7. RÉSILIATION.....	52
7.1 Résiliation pour événements extérieurs au marché .....	52
7-1-1 – Décès ou incapacité civile du titulaire .....	52
7-1-2 – Sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire.....	52
7-1-3 – Incapacité physique du titulaire: .....	52
7.2 Résiliation pour événements liés au marché .....	52
7-2-1 – Difficulté d’exécution du marché .....	52
7-2-2 – Ordre de service tardif .....	52
7-2-3 – Arrêt de l’exécution des prestations.....	52
7.3 Résiliation pour faute du titulaire.....	52
7.4 Résiliation pour motif d’intérêt général.....	53
7.5 Modalités de résiliation dans le cadre d’un groupement .....	53
7.6 Décompte de résiliation .....	53
7.6 Décompte de résiliation .....	54
ARTICLE 8. RÈGLEMENT DES DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES .....	54
ARTICLE 9. DEROGATIONS AUX CCAG PI .....	55

## ARTICLE PREMIER. GÉNÉRALITÉS

### 1.1 En préambule

#### 1-1-1 – Objet du marché

Le marché régi par le présent CCAP est un marché de contrôle technique soumis aux dispositions du code de la commande publique (CCP), de la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction ; à celles du décret n° 99-443 du 28 mai 1999 relatif au cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux organismes de prévention et de contrôle technique (COPREC) et aux dispositions de la norme NF P03-100 de Septembre 1995 définissant les critères généraux relatifs à la contribution du Contrôleur Technique à la prévention des aléas techniques dans le domaine de la construction.

Le marché porte sur l'intervention du contrôleur technique concrétisée par des avis dans les conditions de **l'article L. 111-23 du Code de la Construction et de l'Habitation et portant sur la nature des travaux** et le domaine définis à **l'article 3.1 de l'acte d'engagement** pour **la conception et l'exécution des travaux de construction d'un étage comprenant 2 salles de classe modulaires au-dessus d'un bâtiment modulaire existant.**

#### 1-1-2 – Type de prestations

Le présent marché a pour objet de confier au contrôleur technique tout ou partie des éléments de mission tel que défini dans le CCTP (Cahier des Clauses Techniques Particulières).

Le contenu de ces éléments de mission est défini dans :

- **l'article L. 111-23 du Code de la Construction et de l'Habitation ;**
- **le titre II de la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction ;**
- **le décret n° 99-443 du 28 mai 1999 relatif au cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux organismes de prévention et de contrôle technique (COPREC);**
- **la norme NF P03-100 de Septembre 1995 définissant les critères généraux relatifs à la contribution du Contrôleur Technique à la prévention des aléas techniques dans le domaine de la construction.**

#### 1-1-3 – Décomposition des prestations en tranches

Sans objet.

#### 1-1-4 – Durée du marché

La durée du marché est définie à **l'article 3.2 de l'acte d'engagement.**

Les interventions du contrôleur technique s'achèvent à l'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement, telle qu'elle est définie à l'**article 44.1** du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (**CCAG-TRVX**).

Par dérogation à l'**article 13.1.1 du CCAG PI**, le délai d'exécution du marché court à compter de la date fixée par l'OS de démarrage sauf stipulation contraire lors de la notification.

Le présent marché a pour objet de confier au titulaire tout ou partie des éléments de mission tel que défini dans le CCTP (Cahier des Clauses Techniques Particulières).

## 1.2 Présentations des parties et intervenants

### 1-2-1 – Le pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant est désigné dans le présent document sous les noms suivants : « **acheteur** », « **maître d'ouvrage** » ou « **personne publique** ».

Représentation du pouvoir adjudicateur :

Le représentant du pouvoir adjudicateur est indiqué en première page du présent document.

### 1-2-2 – Titulaire du marché

Le «**titulaire**» est l'opérateur économique qui conclut le marché avec l'acheteur. En cas de groupement d'opérateurs économiques, le «**titulaire**» désigne le groupement, représenté par son mandataire.

Dans le présent document, le titulaire est aussi désigné sous les noms suivants : « **prestataire** » ou « **contrôleur technique** ».

Les caractéristiques du titulaire du marché sont précisées à l'**article 2.1 de l'acte d'engagement**.

Représentation du titulaire :

**Le titulaire doit assurer sa présence permanente sur Mayotte. En phase conception, le titulaire est représenté de manière permanente sur le territoire de Mayotte par le mandataire en cas de groupement ou son représentant. En phase réalisation, le titulaire ou son représentant agréé est présent de manière permanente aux visites ou aux réunions de chantier pour lesquelles sa présence est exigée. Il doit assurer une représentation de l'entreprise titulaire du marché ou du mandataire de groupement et un de ses représentants au moins doit disposer de l'agrément et de la qualification nécessaires à l'exécution des prestations.**

### 1-2-3 – Maître d'œuvre

Pour l'exécution du présent marché, le maître d'ouvrage fera appel à une maîtrise d'œuvre soumise **au livre IV du code de la commande publique (CCP) « Dispositions propres aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage publique et à la maîtrise d'œuvre privée »**.

La mission du MOE est une mission de base partielle avec VISA. Celle-ci démarre au stade de la phase « EXE » (exécution).

La mission confiée à la maîtrise d'œuvre comprend aussi des missions complémentaires :

- ✓ Synthèse (SYNTH) ;
- ✓ Ordonnancement Coordination Pilotage – OPC (MC1) ;
- ✓ Coordinateur des Systèmes de Sécurité Incendie – CSSI (MC2) : les obligations relatives à la Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (CSSI) au sens de la norme NFS 61932. A ce titre, le maître d'œuvre assure la fonction de coordonnateur SSI ;

La mission du maître d'œuvre ne comprend pas l'élaboration des plans d'exécution qui restent à la charge et de la responsabilité des entreprises de travaux. Le visa de ces plans, des notes de calcul associées et des fiches techniques est à la charge de la maîtrise d'œuvre.

Au cas où un maître d'œuvre serait désigné, le contrôleur technique devra par ses propres soins et pour le compte du maître d'ouvrage, lui soumettre directement ses demandes de dossiers techniques pour l'émission de ses avis de contrôle technique.

Cela vaut aussi pour toute demande auprès des autres intervenants du projet : coordonnateur SPS, bureau d'études, entreprises, concessionnaires des réseaux,...

Toutes ces demandes devront faire l'objet d'une mise en copie du maître d'ouvrage.

Toute demande du présent contrôleur technique au maître d'ouvrage devra faire l'objet d'une mise en copie du maître d'œuvre.

Le nom du titulaire du contrat de maître d'œuvre est indiqué à **l'article 2.2 de l'acte d'engagement.**

#### **1-2-4 – Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé**

Pour l'exécution du présent marché, le maître d'ouvrage sera assisté d'un coordonnateur de sécurité et de protection de la santé (SPS).

#### **1-2-5 – Informations aux entreprises de travaux**

Mention est faite dans le contrat des entreprises de travaux de la mise en place sur le chantier d'une mission de contrôle technique et du contenu de cette mission.

**La présente mission de contrôle technique s'exerce dans le cadre d'un marché global de performance de type « conception-réalisation » confiée à l'entreprise PROSERVICES ayant réalisé le rez-de-chaussée du bâtiment existant en 2018 et bénéficiant d'un contrat d'exclusivité sur le territoire de Mayotte avec le fournisseur (ALGECO) sur la commercialisation de la technique constructive existante employée.**

**Ainsi, ce marché global de performance a été confié à PROSERVICES sans publicité ni mise en concurrence sur le fondement de l'article R2122-3 du code de la commande publique.**



**Suivant les articles L2431-1 et L2171-2 du code de la commande publique les études de conception d'avant-projet par le maître d'œuvre nécessaires à la consultation des entreprises de conception-réalisation, ont été exécutées lors de la réalisation du rez-de-chaussée conçue à l'époque pour accueillir l'étage faisant l'objet du présent marché.**

**Cependant, malgré cette particularité, le présent titulaire dispose d'un droit de regard et d'appréciation sur cette préconception dans le cadre de sa présente mission.**

### **1.3 Obligations générales des parties**

#### **1-3-1 – Formes de notification et d'information au titulaire**

En complément de **l'article 3.1 du CCAG PI**, pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le maître d'ouvrage prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception :

##### **a) Si la décision ou l'information fait courir un délai en mois ou en jours :**

Dans ce cas, les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire dans les conditions définies à l'article 3.2.1 du CCAG PI. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par voie postale (l'adresse figurant dans la lettre de candidature du titulaire DC1 faisant foi) et il sera réputé l'avoir reçu 24 heures après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

##### **b) Si la décision ou l'information fait courir un délai en heures :**

Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant « accusé réception » dans un délai qui ne devra pas excéder 1 heure. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par voie postale et il sera réputé l'avoir reçu 1 heure après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

**c) En utilisant les fonctionnalités du profil acheteur du pouvoir adjudicateur ou d'une autre plateforme de dématérialisation du pouvoir adjudicateur** permettant l'envoi de courrier ou document par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges.

Par réciprocité, la notification au représentant du pouvoir adjudicateur ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites ci-avant.

Pour faciliter cela, le maître d'ouvrage informe le titulaire du présent contrat qu'une plateforme dématérialisée de travail collaboratif sera mise à disposition par le maître d'ouvrage afin d'harmoniser les outils utilisés durant l'exécution du marché et faciliter les correspondances entre les différents membres de l'opération. Les conditions d'accès à la plateforme seront indiquées au titulaire après notification de son marché.

### 1-3-2 – Modalités de computation des délais d'exécution des prestations

Tout délai mentionné au présent marché commence à courir à 0 heure, le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai. Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours calendaires et il expire à minuit le dernier jour du délai.

Lorsque le délai est fixé en semaines, il s'entend en **7 (sept) jours calendaires**.

Lorsque le délai est fixé en mois, il est compté de quantième en quantième. S'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire le dernier jour de ce mois, à minuit.

**Par dérogation à l'article 3.2.4 du CCAG PI**, lorsque le dernier jour du délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le délai n'est pas prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit, à minuit.

Le délai s'appliquant au titulaire n'inclut pas le délai nécessaire à l'acheteur pour effectuer ses opérations de vérification et prendre sa décision.

### 1-3-3 – Organisations générales des parties

Conformément **aux articles 3.3 et 3.4.1 du CCAG PI**, dès la notification du marché, le titulaire et le maître de l'ouvrage désignent une personne physique, habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifie cette désignation au maître de l'ouvrage ou au titulaire du marché.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le maître de l'ouvrage en cours d'exécution du marché.

**Au regard de la nature de la mission (contrôle technique de la construction nécessitant un agrément), le titulaire désignera un responsable de contrôle technique qui signera les rapports remis au maître d'ouvrage.**

### 1-3-4 – Responsable technique des prestations auprès du titulaire

Dès la notification du présent marché, le titulaire désigne le responsable technique qualifié pour signer, au cours de l'exécution du marché, les avis prévus à **l'article 10 du CCTG**.

Le changement de responsable technique qualifié devra être notifié immédiatement à la personne responsable du marché conformément à **l'article 3.4.3 du CCAG PI**.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le maître d'ouvrage, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à **l'article 39 du CCAGPI**.

Le personnel du titulaire doit posséder les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées. En plus de désigner le responsable qui sera l'interlocuteur habituel de l'acheteur ; tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable de la personne publique.

Si le maître d'ouvrage estime que la personne désignée par le titulaire, ne dispose pas de la bonne attitude vis-à-vis des autres intervenants ou des qualifications nécessaires à la bonne exécution des missions ou de leur poursuite, l'acheteur peut à tout moment de l'exécution, récuser la personne désignée par le titulaire et exiger de celui-ci **son remplacement sous un délai de deux (2) semaines**.

Passé ce délai, le contrat pourra être résilié au tort du titulaire dans les conditions prévues à **l'article 3.4.3 du CCAG PI**. En outre, des pénalités par jour de retard de ce remplacement pourront être appliquées dans les conditions définies à **l'article 3 du présent CCAP**.

Le titulaire ne peut en aucune manière refuser ce remplacement.

### 1-3-5 – Groupement d'opérateurs économiques

**En complément de l'article 3.5 du CCAG-PI et de l'article 1.3 de l'acte d'engagement**, en cas de groupement, celui-ci devra prendre obligatoirement la forme d'un groupement conjoint solidaire. Ainsi, le mandataire du groupement est de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard de l'acheteur jusqu'à la date à laquelle ses obligations prennent fin. De plus, chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance des autres membres du groupement.

### 1-3-6 – Sous-traitance

En cas de sous-traitance, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements conformément à la réglementation en vigueur.

À cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance DC4 ou un document équivalent, dûment complété et signé en y joignant les pièces listées. En cours d'exécution du marché, le titulaire produira également l'exemplaire unique du marché ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Après acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu du maître de l'ouvrage un accord sur une délégation de paiement, dans le **délai de 8 jours de l'acceptation**, une caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus. La non-production de cette caution emportera, dans les conditions définies à **l'article 6.2 ci-dessous**, résiliation du marché.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à **l'article 3.6 du CCAG PI**. Notamment, le maître d'ouvrage qui doit notifier, après signature, à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Les modalités de la cession des droits de propriété intellectuelle d'un sous-traitant au maître de l'ouvrage sont définies à **l'article 10.4 du présent CCAP** "La cession des droits de propriété intellectuelle dans le cas d'une sous-traitance", ci-après.

#### 1.4 Pièces constitutives du marché

**Par dérogation ou en complément de l'article 4.1 du CCAG PI**, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

1. l'acte d'engagement (AE) et ses annexes, à l'exception de celles qui seraient expressément identifiées comme n'ayant pas valeur contractuelle, dans leur version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
2. le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P) et ses annexes ;
3. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), le programme, ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes;
4. le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021;
5. les normes, DTU, CCTG, avis techniques applicables aux prestations de l'opération en vigueur au premier jour du mois qui précède la date limite de réception des offres ;
6. les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
7. Les pièces écrites du dossier présenté par le titulaire à l'appui de son offre ainsi que celles qui seraient rendues contractuelles lors de la mise au point du marché ;
8. les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire ainsi que ceux qui seraient rendus contractuels lors de la mise au point du marché.
9. Autres pièces générales applicables au présent marché:
  - l'arrêté du **19 juillet 2018 portant réglementation** sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale;
  - la **norme NF P03-100 de Septembre 1995** définissant les critères généraux relatifs à la contribution du Contrôleur Technique à la prévention des aléas techniques dans le domaine de la construction. De manière générale, et notamment en cas d'ambiguïté ou de contradiction, les dispositions du **CCTG (le cahier des clauses techniques générales)** applicables aux marchés du contrôle technique approuvé par le décret n° 99-443 du 28 mai 1999 prévalent sur celles de la norme NF P03-100 de Septembre 1995.

Il est précisé que le (ou les) marché (s) de travaux seront soumis aux dispositions du **CCAG applicable aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021**. Le contrôleur technique reconnaît avoir pris connaissance des dispositions de ce CCAG et s'engage au respect des obligations mises à sa charge dans celui-ci, sauf dérogations éventuelles énoncées dans le CCAP des marchés de travaux qui se substitueraient alors aux dispositions de ce CCAG.

#### 1.5 Confidentialité – Protection des données personnelles – Mesures de sécurité

### 1-5-1 – Obligation de confidentialité

Le présent marché est soumis à l'obligation de confidentialité au sens de **l'article 5.1 du CCAG-PI**.

En cas de non-respect de l'obligation de confidentialité, le présent marché peut être résilié au tort de la partie n'ayant pas respecté cette obligation.

### 1-5-2 – Protection des données à caractère personnel

Le présent marché est soumis à l'obligation du respect de la protection des données à caractère personnel au sens de **l'article 5.2 du CCAG-PI**.

En cas de non-respect de la protection des données à caractère personnel, le présent marché peut être résilié au tort de la partie n'ayant pas respecté cette obligation.

### 1-5-3 – Mesures de sécurité

Sans objet.

### 1-5-4 – Information des sous-traitants

Le titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées au **présent article 1.8**. Il reste responsable du respect de celles-ci.

## 1.6 Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

### 1-6-1 – Application de la réglementation du travail

Le titulaire s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à **l'article 6.1 du CCAG PI**.

**En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail**, le titulaire est tenu de produire **tous les six mois** jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

**En application des articles D.8254-3 à 5 du Code du Travail** et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée **aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail**. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions **des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail**.

## 1-6-2 – Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. Ces conditions s'étendent à tous les contrats rattachés au présent marché : cotraitance, sous-traitance,...

**En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail**, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions **des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail**.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Les demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de **l'article 2 du présent CCAP**.

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

**En application de l'article L1262-4-1 du code du travail**, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

## 1.7 Protection de l'environnement, sécurité et santé

**Suivant l'article 7 du CCAG-PI**, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

Outre les dispositions de **l'article 7 du CCAG PI**, le titulaire doit veiller au respect des conditions de sécurité et de protection de la santé de ses intervenants en phase chantier.

**Application des principes généraux de prévention en phase chantier:** Afin d'assurer la sécurité et de protéger la santé de toutes les personnes qui interviennent sur un chantier de bâtiment ou de génie civil, au même titre que le maître d'ouvrage et le coordonnateur, le contrôleur technique doit, tant au cours de la phase de conception, d'étude et d'élaboration du projet, que pendant la réalisation de l'ouvrage, mettre en œuvre les principes généraux de prévention pour ses intervenants.

Les mesures à adopter comprennent des actions de prévention, d'information et de formation ainsi que la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés. La présence d'un coordonnateur sur le chantier ne modifie en rien la nature et l'étendue des responsabilités incombant au contrôleur technique.

Le cas échéant, **le contrôleur technique** devra tenir compte des observations du coordonnateur ou adopter des mesures d'une efficacité équivalente.

## **1.8 Réparation des dommages**

**Suivant l'article 8 du CCAG-PI**, les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens de l'acheteur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire. Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge de l'acheteur.

## **1.9 Assurances**

### **1-9-1 – Assurance de Responsabilité**

#### **a) Assurance de Responsabilité civile professionnelle**

**Le titulaire unique du présent contrat ou chacun des cotraitants en cas de groupement doit justifier** au moyen d'une attestation de son assureur portant mention de l'étendue de la garantie au moment de la consultation, puis en cours d'exécution des prestations si le contrat dure plus d'une année, qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber à quelque titre que ce soit, y compris du fait de leurs sous-traitants respectifs, à raison des dommages corporels, matériels et/ ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers, y compris la maîtrise d'ouvrage du fait ou à l'occasion de la réalisation des prestations objet du présent marché.

Le contrat devra comporter des montants de garanties suffisants quant au risque et à son environnement qui ne pourront, en tout état de cause être inférieurs à :

- 3 M€ / sinistre en RC Exploitation
- 3 M€ / sinistre et par année d'assurance en RC Professionnelle.

Cette garantie sera maintenue en vigueur pendant toute la durée d'exécution du contrat et le titulaire unique ou chacun des cotraitants devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement de la prime.

#### **b) Assurance de Responsabilité civile décennale**

En cas de travaux portant sur des ouvrages de construction soumis à l'obligation d'assurance, le titulaire unique du contrat ou chacun des cotraitants en cas de groupement doit justifier au moyen d'une attestation de son assureur, l'assurance couvrant la responsabilité décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 du Code civil.

Cette attestation devra obligatoirement indiquer l'étendue des garanties apportées par sinistre sans pouvoir être inférieure à **1.500.000 €**.

Cette assurance devra être en cours de validité à la date d'ouverture du chantier quelle que soit la date d'intervention du titulaire.

Le titulaire et ses cotraitants éventuels font leur affaire de la collecte des attestations d'assurance de leurs sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

### 1-9-2 – Assurance des travaux

En cas de travaux portant sur des ouvrages de construction soumis à l'obligation d'assurance, le titulaire unique du présent contrat ou chacun des cotraitants en cas de groupement doit justifier :

#### a) Assurance Tous Risques Chantier :

Sans objet.

#### b) Assurance Dommages - Ouvrage

Sans objet.

### 1-9-3 – Dispositions diverses

#### a) Absence ou insuffisance de garantie du titulaire

Le titulaire **supportera toute surprime éventuelle due à une absence ou insuffisance de garantie.**

#### b) Incidence des polices souscrites par le maître d'ouvrage

La souscription par le maître d'ouvrage de l'ensemble des polices mentionnées au **1.12.2 ci-dessus** est sans incidence sur les risques et responsabilités assumés par le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants et découlant des lois, règlements, normes et obligations contractuelles.

Les garanties souscrites par le maître d'ouvrage n'apportent à cet égard aucune modification et le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants renonce(nt) à exercer tous recours contre le maître d'ouvrage eu égard notamment au contenu et au fonctionnement de cette (ces) police(s).

Ainsi en ce qui concerne les risques qui n'entreraient pas dans les garanties limitativement énumérées ci-avant, l'attention du titulaire et s'il y a lieu de ses cotraitants est attirée sur la nécessité de maintenir les divers contrats d'assurance s'y rapportant, ainsi que les montants de garanties supérieurs qu'ils pourraient considérer comme nécessaires.

Ils s'engagent en outre à répercuter l'ensemble de leurs obligations d'assurance à leurs sous-traitants.

### 1-9-4 – Responsabilité

La responsabilité du titulaire est celle d'un prestataire de service assujetti à une obligation de moyens. Elle fait l'objet, dans les limites de la mission confiée et pour les ouvrages et équipements visés aux **articles 1792 et 1792-2 du code civil**, de la présomption édictée **par l'article L111-24 du code de la construction et de l'habitation.**



### 1.10 Réalisation de prestations similaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire du marché, en application des **articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique (CCP)** et **du décret no 99-443 du 28 mai 1999 relatif au cahier des clauses techniques générales (CCTG)** applicables aux marchés publics de contrôle technique, des marchés de contrôle technique ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

Ces prestations similaires supplémentaires donneront lieu à un avenant.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser **trois ans à compter de la notification du présent marché.**

## ARTICLE 2. PRIX ET RÈGLEMENT

### 2.1 Le prix

#### 2-1-1 – Rémunération

La rémunération est forfaitaire.

Elle est exclusive de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission. Le titulaire s'engage à ne percevoir aucune rémunération d'intervenants autres que la maîtrise d'ouvrage au titre de la présente opération.

Le montant de la rémunération est égal au montant hors TVA mentionné à **l'article 4-1 de l'acte d'engagement**

#### 2-1-2 – La forme du prix

La forme du prix est définie à **l'article 6 de l'acte d'engagement**.

#### 2-1-3 – Variation du prix : révision - actualisation

Le présent marché est passé à prix révisable à l'exception de ceux visant les études remises le cas échéant dans le cadre de la consultation ayant fait l'objet d'une indemnisation.

Son montant sera révisé selon la formule :

$$P = 0,15 + 0,85 \times \frac{I_m}{I_o}$$

**P** est le coefficient de de révision arrondi au millième supérieur et à multiplier par le montant de l'acompte.

**I<sub>o</sub>** est l'index national des études d'Ingénierie et d'architecture publié ou à publier correspondant au mois Mo. Le mois Mo est la date d'établissement du prix initial. Le mois Mo est défini à **l'article 6 de l'acte d'engagement**.

**I<sub>m</sub>** est l'index national des études d'Ingénierie et d'architecture publié ou à publier correspondant au mois d'exécution des prestations.

Pour les éléments de mission pour lesquels un délai d'exécution est fixé dans l'acte d'engagement, la valeur finale de l'index est appréciée au plus tard à la date contractuelle de réalisation des prestations ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.

Si la durée de d'exécution de l'élément de mission est supérieure à un mois, la valeur des index utilisés pour la révision de prix est appréciée à la date à laquelle chaque partie de l'élément de mission est effectivement réalisée sans toutefois être postérieure à la date contractuelle de réalisation.

Lorsqu'une révision ou une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune actualisation ou révision avant l'actualisation ou la révision définitive, laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

Base de référence des prix :

Index à utiliser pour l'application des formules d'engagement définies dans le présent article :

### **Ingénierie : I**

La présente offre est établie sur la base des conditions économiques en vigueur, **au mois m0 défini dans l'article 6 de l'acte d'engagement.**

#### **2-1-4 – Contenu des prix**

En complément de **l'article 10.1.3 du CCAG PI**, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix :

##### **a) Précisions en cas de cotraitance ou de sous-traitance**

En complément de **l'article 10.1.3 du CCAG PI**, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix :

- En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.
- En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

##### **b) Rémunération des droits de propriété intellectuelle**

Le prix du marché inclut la rémunération forfaitaire du titulaire au titre de la **cession des droits** de propriété intellectuelle, correspondant à **10% du prix du marché hors taxe.**

#### **2-1-5 – Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le maître d'œuvre dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des règlements sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

**La TVA n'est pas applicable à Mayotte.**

## **2.2 Avance**

### **2-2-1 – Avance forfaitaire**

Une avance est accordée au titulaire du marché dans les conditions fixées aux **articles R2191-3 à R2191-14 du code de la commande publique (CCP)**, sauf renonciation expresse par le titulaire du marché dans l'acte d'engagement pour les marchés de plus de 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieure à 2 mois.

En complément du présent CCAP, **l'article 8 de l'acte d'engagement** détermine le droit à l'avance, son montant, les conditions et modalités de versement et de résorption de l'avance.

### **2-2-2 – Conditions de garanties pour le versement de l'avance**

En application des **articles R2191-3 à R2191-5 du code de la commande publique**, une avance doit être accordée lorsque le **montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros HT** et lorsque le délai d'exécution du marché est supérieur à deux mois sauf indication contraire portée par le titulaire. Cette avance n'est due au titulaire que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Le montant de l'avance est le suivant :

- ✓ 30 % pour les marchés dont le montant est compris entre 50.000 € HT et 99.999,99 € HT
- ✓ 20% pour les marchés dont le montant est compris entre 100.000 € HT et le seuil de passation des marchés de prestations intellectuelles à procédure formalisée définis à la réglementation sur la commande publique.
- ✓ 5% pour les marchés dont le montant est supérieur seuil des passations des marchés de prestations intellectuelles à procédure formalisée définis à la réglementation sur la commande publique.

### **2-2-3 – Bénéficiaires de l'avance**

Lorsque le marché est passé avec un contractant unique, avec des entrepreneurs groupés conjoints ou, éventuellement, avec des sous-traitants ayant droit au paiement direct, les dispositions réglementaires sont applicables à la fois aux prestations à exécuter directement par le titulaire ou le mandataire et, à celles à exécuter par chaque cotraitant ou sous-traitant ayant droit au paiement direct.

Les modalités de détermination du montant des avances à verser au prestataire, aux cotraitants ou sous-traitants s'appliquent alors au montant TTC des prestations à réaliser par le titulaire, par chacun des cotraitants conjoints ou chacun des sous-traitants ayant droit au paiement direct.

En cas de groupement solidaire, éventuellement avec des sous-traitants ayant droit au paiement direct, si les paiements des membres du groupement sont effectués sur un compte commun, les dispositions réglementaires sont applicables au seul mandataire, au nom et pour le compte du groupement, pour la part du marché non sous-traitée. Les modalités de détermination du montant de l'avance à verser au mandataire, ou aux sous-traitants s'appliquent alors au montant TTC des prestations à réaliser par l'ensemble des cotraitants solidaires ou par chacun des sous-traitants ayant droit au paiement direct.

En cas de groupement solidaire, éventuellement avec des sous-traitants ayant droit au paiement direct, si les paiements des membres du groupement sont répartis sur chacun des membres du groupement, les dispositions réglementaires sont applicables à la fois aux prestations à exécuter par le mandataire et, à celles à exécuter par chaque cotraitant ou sous-traitant ayant droit au paiement direct de la même façon qu'un groupement conjoint.

Le sous-traitant est soumis à l'obligation de présenter, en contrepartie de l'avance qu'il demande, une garantie à première demande d'un montant équivalent à cette avance, dans les mêmes conditions que celles applicables à l'entrepreneur principal.

En cas d'agrément d'un sous-traitant en cours de chantier, si le titulaire, mandataire ou cotraitant du marché a perçu une avance, la part d'avance correspondant à la partie du marché sous-traitée sera prélevée sur les sommes qui sont dues au titulaire, mandataire ou cotraitant sur le ou les acomptes présentés après la date d'agrément du sous-traitant concerné.

Si les sommes restant dues au titulaire, mandataire ou cotraitant ne permettent pas, lors de la présentation de la demande d'agrément du sous-traitant concerné, le remboursement de l'avance sur la part du marché sous-traitée, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité soit de limiter la sous-traitance en conséquence, soit de refuser le versement de l'avance au sous-traitant, soit de refuser l'agrément du sous-traitant.

#### 2-2-4 – Modalités de règlement de l'avance

Le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois, après production de la garantie si celle-ci est exigée.

Le règlement de l'avance interviendra dans le **délai maximum fixé** à l'article **9.2 de l'acte d'engagement**.

Cette demande de paiement de l'avance correspondra au premier acompte relatif à l'exécution du marché ou de la tranche, sauf accord préalable et express du maître d'ouvrage (**cf. articles 8.1 et 9.2 de l'acte d'engagement**).

Dans l'hypothèse où une garantie est exigée, si la garantie n'est pas constituée dans les conditions ci-avant décrites et en conséquence le règlement n'intervient pas dans ce délai, le titulaire perd jusqu'à la fin du marché ou de la tranche la possibilité d'obtenir cette avance.

Le versement interviendra de manière automatique sans que le titulaire du marché n'ait de démarches préalables à effectuer à l'exception de la production de la garantie si celle-ci est exigée.

### 2-2-5 – Modalités de résorption de l'avance

Le remboursement de l'avance forfaitaire commencera lorsque le montant en prix de base des prestations de l'entreprise qui figure à une demande d'acompte mensuel atteindra **60% du montant initial** du marché et devra être pleinement résorbé quand le marché atteint **90% du montant initial**. Ce remboursement pourra se faire progressivement et de manière proportionnelle au montant restant à rembourser.

Toutefois, le titulaire conserve la faculté de refuser l'avance forfaitaire.

Un retard de remboursement de l'avance expose au titulaire des pénalités définies dans **l'article 3.2.4 du présent CCAP**.

### 2-2-6 – Avance facultative

Sans objet.

## 2.3 Modalités de règlements

**Les articles 11.2 à 11.8 du CCAG PI** sont complétés par les dispositions suivantes :

### 2-3-1 – Acomptes

Les règlements des prestations, des missions ou d'éléments de mission s'effectueront **sous forme d'acomptes mensuels** dont le montant sera estimé proportionnellement à l'avancement de l'exécution des différentes missions et dans la limite de l'échéancier ci-dessous. Le pourcentage servant de base au calcul de chaque demande de paiement d'acompte devra avoir obtenu l'accord du maître d'ouvrage ou de son représentant sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant produit par le titulaire (décomposition du prix global et forfaitaire joint en annexe de l'acte d'engagement).

La rémunération du mandataire pour ses missions exercées en cotraitances fixée à **l'article 5.1 de l'acte d'engagement** lui sera versée proportionnellement aux sommes réglées aux autres cotraitants conformément à la répartition définie dans le bordereau de prix.

Cette répartition devra figurer de manière claire et lisible sur chaque demande de règlements.

Le règlement des sommes dues au titulaire fera l'objet d'acomptes calculés à partir de la différence entre deux décomptes successifs. Chaque décompte sera lui-même établi à partir d'un état périodique, dans les conditions ci-après définies.

### 2-3-2 – Echancier de paiement des acomptes

Le règlement des sommes dues au titulaire pour l'exécution des éléments de mission définis à l'**article 1.2 du CCTP**, fait l'objet d'acomptes et d'un solde dans les conditions suivantes :

Phase n°1 : Contrôle des études de conception	
<b>A</b>	<b>Exigibilité</b>
	<b>Permis de construire (PC) :</b>
80,00 %	A la remise du : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Procès-verbal sur l'examen des notices de sécurité et d'accessibilité et des dérogations aux règles d'accessibilité et de sécurité.</li> <li>- l'attestation du contrôleur technique prévu à l'article R. 431-16 e) du code de l'urbanisme, si le projet est tenu de respecter les règles parasismiques et paracycloniques.</li> </ul>
20,00 %	Après approbation des livrables et obtention de la/des autorisation(s) administrative(s) correspondante(s) à l'élément considéré.
	<b>Rapport initial de contrôle phase EXE :</b>
80,00 %	A la remise du rapport
20,00 %	Après approbation du rapport par le maître d'ouvrage.

Phase n°2 : Contrôle lors de l'exécution des travaux :	
<b>A</b>	<b>Exigibilité</b>
	<b>Rapports d'examen sur les documents d'exécution remis par les entreprises de travaux :</b>
80,00 %	A la remise du procès-verbal sur l'examen des documents relatifs aux ouvrages, aux éléments d'équipements ou de matériaux et des documents formalisant les résultats des vérifications techniques.
20,00 %	Après approbation du procès-verbal par le maître d'ouvrage
	<b>Examen visuel à l'occasion de visites ponctuelles ou inopinées de chantier :</b>

80,00 %	Proportionnellement à l'avancement des travaux
20,00 %	A la remise des rapports de visites

Phase n°3 : Suivi de la réception	
<b>A</b>	<b>Exigibilité</b>
	<b>La synthèse des avis formulés :</b>
80,00 %	Proportionnellement à l'avancement de la phase réception
20,00 %	A la remise des rapports de synthèse des avis ou rapports minutes de mise à jour des avis.
	<b>Participation à des rendez-vous de chantier en cours de réception :</b>
80,00 %	A la remise du procès-verbal de la visite de chantier ou de la réunion
20,00 %	Après approbation du PV par le maître d'ouvrage
	<b>Rapport relatif à la levée ou non des réserves :</b>
80,00 %	A la remise du rapport
20,00 %	Après approbation du rapport par le maître d'ouvrage
	<b>Établissement du rapport final de contrôle technique :</b>
80,00 %	A la remise du rapport final de Contrôle Technique (RVRAT)
20,00 %	Après approbation du rapport par le maître d'ouvrage
	<b>Rédactions des rapports et attestations de vérification de la sécurité et de l'accessibilité :</b>
80,00 %	A la remise des rapports et attestations nécessaires au passage des commissions
20,00 %	Après approbation des rapports et attestations par le maître d'ouvrage



	<b>Assistance à la visite de la commission de sécurité et à la commission d'accessibilité :</b>
80,00%	Après assistance aux réunions des commissions
20,00 %	A la remise du procès-verbal relatif à la visite des commissions

<b>Phase n°4 : Période de parfait achèvement</b>	
<b>A</b>	<b>Exigibilité</b>
	<b>Examen des ouvrages et éléments d'équipement ayant été soumis au contrôle</b>
80,00%	A la remise du rapport d'examen
20,00 %	Après approbation du rapport par le maître d'ouvrage
	<b>Rapport de fin de mission à l'issue de la période de garantie de parfait achèvement</b>
80,00%	A la remise du rapport de fin de mission
20,00 %	Après approbation du rapport par le maître d'ouvrage

(A) Pourcentage du montant de l'élément de mission pour la prestation

### 2-3-3 – Décompte périodique

Le décompte périodique valant demande de paiement d'acompte correspond au montant des sommes dues au titulaire depuis le début du marché jusqu'à l'expiration du mois considéré, ce montant étant évalué en prix de base.

Il est établi par le maître d'ouvrage sur la base de l'acompte.

En complément des dispositions de **l'article 11 du CCAG PI**, le décompte périodique (état d'acompte) est daté et signé par les 2 parties et comporte, selon le cas :

- les références du marché ;

- le montant des prestations reçues, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections le cas échéant ou le montant des prestations correspondant à la période en cause ;
- la décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies HT et TTC ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- l'application de l'actualisation ou de la révision de prix ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues ;
- les pénalités éventuelles pour retard ;
- les avances à rembourser ;
- le montant de la TVA ;
- le montant TTC.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement d'acompte qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes si celles-ci sont établies par le titulaire. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

**NOTA : Quel que soit celui qui aura établi l'état d'acompte, le paiement des sommes dues au prestataire s'effectuera après contrôle et visa du maître d'ouvrage ou de son représentant des factures correspondantes.**

## 2-3-4 – Remise de la demande de paiement

En complément de l'article 11.6 du CCAG-PI :

Cette demande d'acompte est transmise d'abord pour approbation au maître d'ouvrage qui devra se charger de la retransmettre après examen au titulaire ou à son représentant, par tout moyen permettant de donner date certaine et pour un dépôt sur la plateforme dématérialisée « chorus Pro ». **Le maître d'ouvrage dispose d'un délai de 7 jours à compter de la date de réception de l'acompte pour l'approuver ou le rejeter.**

En cas de rejet d'un acompte pour erreurs, incomplétudes ou imprécisions, ce délai repart à compter de la date de réception du nouvel acompte modifié.

**Le maître d'ouvrage dispose d'un délai de 7 jours pour notifier les erreurs, incomplétudes ou imprécisions constatées sur l'acompte au titulaire.** Passé ce délai, l'acompte est considéré comme étant conforme.

**En cas de notification de rejet de la facture par le maître d'ouvrage au titulaire, celui-ci dispose d'un délai de 7 jours pour procéder à la modification de son acompte.**

Passé ce délai ou en cas de refus de modification de l'acompte par le titulaire, le maître d'ouvrage se réserve le droit de mettre en paiement un acompte rectifié et le notifie au titulaire.

Le délai de paiement indiqué à **l'article 9.2 de l'acte d'engagement** démarre à compter de la date de dépôt de l'état d'acompte approuvé par le maître d'ouvrage sur la plateforme dématérialisée « chorus Pro ». La date figurant sur l'attention de dépôt sur chorus faisant foi en cas de calcul d'indemnités moratoires.

**NOTA : Cette facture reprendra les mêmes libellés de prestations que le bordereau de prix du présent marché de manière à pouvoir effectuer le contrôle. Dans le cas contraire, le maître d'ouvrage pourra refuser d'examiner la facture et pourra demander au titulaire de s'y conformer.**

### 2-3-5 – L'acompte périodique du mois "m"

L'acompte périodique du mois "m" est calculé par la différence entre deux décomptes successifs.

### 2-3-6 – Décompte général, paiement pour solde, paiement partiel définitif

La demande de paiement du solde est établie, conformément à **l'article 6.1.3 ci-dessus** et à **l'article 11.7 du CCAG PI par le titulaire**, dans un **délai de 45 (quarante-cinq) jours** à compter de l'achèvement de sa mission constaté dans les conditions définies à **l'article 12 ci-après** ou dans un délai de 10 jours suivant la parution de l'index de référence permettant le calcul de la révision du solde ou de la révision définitive si celle-ci est postérieure.

Le titulaire transmet le décompte pour solde qui comporte les parties suivantes :

- une récapitulation des acomptes et/ou règlements partiels définitifs perçus pour l'ensemble des prestations du marché,
- le cas échéant, une demande de paiement correspondant :
  - aux sommes dues le dernier mois d'exécution, si le titulaire n'a pas produit une demande d'acompte pour ces prestations ;
  - au solde du marché.

En cas de marché fractionné en tranches, à l'issue de chaque tranche, le titulaire établit un projet de décompte partiel et définitif, présenté selon les mêmes modalités que ci-dessus. Il sera établi un seul décompte général pour l'ensemble du marché.

Le décompte pour solde du marché est vérifié par le maître d'ouvrage ou son représentant qui se réserve le droit de compléter ou de rectifier le décompte pour solde qui comporterait des erreurs ou serait incomplet. En cas de modification du décompte remis par le titulaire du marché, le maître de l'ouvrage ou son représentant notifie le décompte rectifié au titulaire avant de procéder au paiement du solde.

La demande de paiement est adressée au maître d'ouvrage après la décision d'admission des prestations exécutées avec une fraction de la facturation de la mission ou de l'élément de mission indiquée dans

les tableaux de **l'article 6.1.1 du présent CCAP**. La demande de paiement peut, également, donner lieu à un règlement partiel définitif des prestations exécutées, dans le cas où le présent CCAP le prévoit.

Si, après avoir été mis en demeure de le faire, le titulaire ne produit pas sa demande de paiement, dans un délai de quarante-cinq jours courant à compter de l'admission des prestations, le maître d'ouvrage peut procéder d'office à la liquidation, sur la base d'un décompte établi par ses soins. Ce décompte est notifié au titulaire.

Le maître de l'ouvrage règle au titulaire les sommes qu'il admet dans le délai fixé à **l'article 9.2 de l'acte d'engagement**.

**Toute réclamation** du titulaire sur le décompte général qui lui est notifié doit être présentée par le titulaire dans **un délai de deux mois à compter de cette notification**. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté le décompte.

### 2-3-7 – Facturation électronique

Depuis 2020, les factures adressées par les entreprises aux structures du secteur public doivent être dématérialisées quelle que soit la catégorie d'entreprises.

Le maître d'ouvrage informe donc le titulaire de la mise en place de la facturation électronique à travers la plateforme Chorus Pro.

Pour être valable, la facture dématérialisée doit comporter toutes les mentions requises sur la facture conformément aux dispositions **du décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique**.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, doivent aussi figurer sur la facture dématérialisée :

- l'identifiant de l'émetteur et du destinataire sur Chorus Pro (SIRET ou numéro de TVA intracommunautaire, RIDET, numéro TAHITI, etc.) ;
- le « code service » permettant d'identifier le service exécutant, chargé du traitement de la facture, au sein de l'entité publique destinataire, lorsque celle-ci a décidé de créer des codes services afin de faciliter l'acheminement de ses factures reçues ;
- le « numéro d'engagement » qui correspond à la référence à l'engagement juridique (numéro de l'engagement juridique (EJ), de marché, de bon de commande, de contrat, ou numéro généré par le système d'information de l'entité publique destinataire) et est destiné à faciliter le rapprochement de la facture par le destinataire.

Ces informations seront transmises au titulaire par les services du pouvoir adjudicateur.

Dans la mesure où le marché est soumis à l'obligation de présenter les factures dématérialisées, le maître d'œuvre a obligation de s'inscrire sur la plateforme Chorus Pro.

Pour être valables, les factures dématérialisées doivent être transmises en conformité avec l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

La transmission se fait, au choix du titulaire, par :

- un mode «flux» correspondant à une transmission automatisée de manière univoque entre le système d'information du titulaire et l'application informatique CHORUS PRO. La transmission de factures selon le mode «flux» s'effectue conformément à l'un des protocoles suivants : SFTP, PES-IT et AS/2, avec chiffrement TLS ;
- un mode «portail» nécessitant du titulaire soit la saisie manuelle des éléments de facturation sur le portail internet, soit le dépôt de sa facture dématérialisée dans un format autorisé, dans les conditions prévues à l'article 5 du décret précité. La transmission de factures selon le mode portail s'effectue à partir du portail internet mis à disposition des fournisseurs de l'Etat à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.
- un mode « service », nécessitant de la part du titulaire l'implémentation dans son système d'information de l'appel aux services mis à disposition par Chorus Pro.

Il est précisé que l'utilisation par le titulaire de l'un de ces modes de transmission n'exclut pas le recours à un autre de ces modes dans le cadre de l'exécution d'un même contrat ou d'un autre contrat.

## 2.4 Règlements en cas de cotraitants et de sous-traitants payés directement

Il sera effectué conformément aux **dispositions de l'article 12 du CCAG-PI**.

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les décomptes périodiques et le projet de décompte général et à accepter le décompte général.

La demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément.

## 2.5 Intérêts moratoires

Conformément **aux articles L. 2192-13 et R. 2192-31 à 2192-36 du code de la commande publique (CCP)**, le défaut de paiement des avances, des acomptes, des règlements partiels définitifs éventuels ou du solde dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis le lendemain de l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement inclus.

Le retard dans l'admission des acomptes, des décomptes définitifs ou des états de solde par le maître d'ouvrage donnera également lieu à des indemnités moratoires au profit du titulaire.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

La formule de calcul des intérêts moratoires est la suivante :

## **IM = M x J/365 x Taux IM**

M = montant de l'acompte en TTC

J = nombre de jours calendaires de retard entre la date limite de paiement et la date réelle de paiement.

365 = nombre de jours calendaires de l'année civile

En cas de retard de paiement ou de validation des acomptes, des états de solde,... le pouvoir adjudicateur sera de plein droit débiteur auprès du titulaire du marché de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, conformément aux dispositions **de l'article D2192-35 du CCP.**

## ARTICLE 3. DELAIS ET PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, aucune exonération de pénalité ne sera appliquée.

Les documents à produire par le titulaire dans un délai fixé par le marché doivent être transmis par le titulaire par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par le maître d'ouvrage.

L'ensemble des délais sont indiqués en jours calendaires et en semaine de 7 jours.

### 3.1 Délais d'exécution des prestations

#### 3-1-1 – Début du délai d'exécution

Le délai d'exécution part :

- pour la 1<sup>ère</sup> mission ou élément de mission à la date de notification du marché sauf si cette décision prévoit une date différente ;

Le délai d'exécution de chaque partie technique, à l'exception de la première, part de la date précisée dans l'ordre de service de commencer l'exécution de celle-ci.

Le tableau ci-dessous présente le point de départ et de fin d'exécution des missions.

Les délais d'exécution des parties techniques sont fixés, comme indiqué au tableau ci-dessous :

Phase d'études, de réalisation ou tâche	Livrables	Point de départ du délai	Délai de réalisation
Permis de construire (PC),	- Procès-verbal d'avis sur la notice de sécurité et celle de l'accessibilité, - L'attestation du contrôleur technique prévu à l'article R. 431-16 e) du code de l'urbanisme,	Date de réception, par le contrôleur technique, du dossier PC, AT ou DP.	1 semaine
RICT phase PROJET (PRO)	<i>RICT PRO</i>	Date de réception, par le contrôleur technique, du dossier de conception	2 semaines
Phase DET (Direction et Exécution des Travaux) :			
- <i>VISA des éléments d'Exécution</i>	<i>PV VISAS documents d'EXE</i>	<i>Date de réception, par le contrôleur technique, de chaque élément de l'exécution.</i>	<i>2 semaines</i>
- <i>Visites et réunions de chantier</i>	<i>Comptes-rendus de visites ou de réunions</i>	<i>Date de la réunion ou de la visite.</i>	<i>1 semaine</i>

Phase d'études, de réalisation ou tâche	Livrables	Point de départ du délai	Délai de réalisation
- Avant réception des travaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Note de synthèse des avis formulés ;</li> <li>- Rapport missions VIEL et F,</li> <li>- Rapport missions Pha, TH et HYSa ;</li> <li>- Rapport mission Hand ;</li> <li>- Rapport d'examen des procès-verbaux des essais</li> </ul>	Date de notification de la réalisation des rapports d'avant-réception par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre.	2 semaines
- Après réception des travaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Un compte-rendu de la visite de réception,</li> <li>- Rapport final de Vérification</li> <li>- Attestation de solidité: missions L, P1 et LE</li> <li>- Attestation à la sécurité des personnes: missions S, Sei et PS</li> <li>- Attestation: mission HAND</li> </ul>	Date de réception, par le contrôleur technique, des PV de réception.	1 semaine
Période de parfait achèvement	Rapport de fin de mission	2 à 3 mois avant l'expiration de la période de garantie.	8 à 12 semaines
Quelle que soit la phase	Rapports minutes de mise à jour des avis	Date de la demande du rapport par le maître d'ouvrage ou la maîtrise d'œuvre.	1 semaine

Seuls les prestations et les livrables conformes sont réputés livrés dans les délais. Conformément à **l'article 5.2.1 du présent CCAP**, la validation des prestations ou des livrables n'emporte pas validation de prestations ou livrables non conformes.

### 3-1-2 – Expiration du délai d'exécution

La date effective d'expiration du délai d'exécution est la date de présentation des études au maître d'ouvrage si celui-ci l'estime nécessaire en vue de l'engagement des opérations de vérification et non simplement la remise des livrables.

En cas d'inachèvement des prestations à la date limite de validité mentionnée dans le tableau de **l'article 7.1.1 du présent CCAP**, le titulaire s'expose à des pénalités de retard dans les conditions définies à **l'article 7.2.1 du présent CCAP**.

### 3-1-3 – Prolongation du délai d'exécution



Le présent marché donne droit à une prolongation de délai dans les conditions définies à **l'article 13.3 du CCAG-PI**.

Toutefois, en complément ce même article, l'acheteur se réserve le droit de refuser un délai de prolongation qu'il jugerait excessif. Dans ce cas-là, l'acheteur est tenu de notifier cette décision au titulaire dans le même délai que celui qui lui est imparti dans **l'article 13.3 du CCAG-PI**.

Lors de cette notification, l'acheteur peut inviter le titulaire à négocier ce nouveau délai. En cas de désaccord à l'issue des négociations, le contrat peut être rompu au tort de l'acheteur si l'impossibilité de respecter les délais d'exécution par le titulaire, est du fait de l'acheteur sinon au tort du titulaire si cette impossibilité est de son fait.

Si l'impossibilité est du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le titulaire est indemnisé dans les conditions définies à **l'article 13.1 du présent CCAP**.

En aucune manière, une prolongation de délai ne peut être motivée par un simple retard du titulaire dans l'exécution de ses prestations non lié à un événement extérieur à cette exécution.

### 3-1-4 – Autres délais d'exécution

**En complément de l'article 3.1.1 du présent CCAP**, d'autres délais d'exécution s'imposent au titulaire. Ces autres délais sont précisés dans le tableau ci-dessous :

Prestations demandées	Point de départ du délai	Délai de réalisation
Transmission des réponses aux observations du maître d'ouvrage ou de son représentant sur les missions ou sur les livrables.	Date de réception, par le titulaire, de la demande du maître d'ouvrage.	1 semaine
Réponses aux sollicitations du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre quel que soit le sujet;	Date de réception, par le titulaire, de la demande du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre.	1 semaine
Remboursement de l'avance	90% de la facturation du montant initial du marché	Suivant le rythme de facturation entre 60% et 90% du montant initial du contrat.
Remplacement d'un représentant du titulaire non qualifié	Date du constat du fait générateur	2 semaines
Production des documents prouvant la régularité administrative du titulaire	Date de réception, par le titulaire, de la demande du maître d'ouvrage.	1 semaine

## 3.2 Pénalités

### 3-2-1 – Généralités

**Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI**, les pénalités pourront s'appliquer automatiquement dès le lendemain de la période considérée et à tout moment du marché, sans mise en demeure préalable.

**Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG PI**, le montant total des pénalités de retard pourra excéder **10%** du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée, de la mission ou de l'élément de mission.

**Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI**, aucune exonération de pénalité ne sera appliquée.

Les documents ou actions à produire par le titulaire dans un délai fixé par le marché doivent être transmis ou justifiés par le titulaire par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par le maître d'ouvrage.

Les pénalités dues par le titulaire demeurent applicables durant toute la durée du marché. Elles peuvent intervenir sur n'importe quel acompte ou décompte.

**Conformément à l'article 14.2 du CCAG PI**, en cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

### 3-2-2 – Pénalités pour retard de remise des livrables

**Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG PI**, en cas de retard dans la remise des livrables ou de la réalisation des prestations dans les délais définis à **l'article 3.1.1 du présent CCAP**, le titulaire subira sur ses créances, des **pénalités dont le montant, par jour calendaire de retard, est fixé à 1/200<sup>ème</sup> du montant**, en prix de base hors TVA, hors variation de prix, de la mission ou de l'élément de mission concernée.

En cas de remise partielle des livrables d'une mission ou d'un élément de mission, les pénalités ci-dessus s'additionnent à l'application d'une pénalité forfaitaire de **100€ (cent) par jour calendaire de retard et par livrable non remis**.

**Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG PI**, l'acheteur n'a pas à prévenir le titulaire de l'application des pénalités. Celles-ci sont appliquées par l'acheteur sur simple constat. En cas d'observations du titulaire, celles-ci ne rendent pas suspensive l'application des pénalités.

**Par dérogation à l'article 28.4.2 du CCAG PI**, le titulaire n'a pas à aviser le maître d'ouvrage de la date à partir de laquelle les documents lui seront présentés.

### 3-2-3 – Pénalités pour absence de réponses aux sollicitations et aux observations du maître d'ouvrage

Lorsque le délai d'établissement et de transmission des prestations ou des réponses aux demandes de l'acheteur telles que visées à **l'article 3.1.4 du présent CCAP** au maître d'ouvrage ou à son représentant, une pénalité de **100€ (cent) par jour calendaire de retard et par prestation ou par demande sera appliquée.**

Suivant **l'article 3.1.4 du présent CCAP** ce délai court à compter de la réception des observations ou des demandes par le titulaire et jusqu'à la transmission des réponses ou des livrables modificatifs.

Un courriel, un rapport ou procès-verbal de réponses incomplet ou ne traitant pas les observations du maître d'ouvrage ou de son représentant sera réputé non reçu.

### 3-2-4 – Pénalités pour non remboursement de l'avance dans les délais

En cas de défaut de remboursement de l'avance, le titulaire subira sur ses créances une pénalité fixée à **1/20<sup>ème</sup> du montant de l'avance non remboursé.**

### 3-2-5 – Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

En cas de **non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles** n'impliquant **pas des données à caractère personnel**: application d'une pénalité égale à **0,5% du montant exécuté du marché public** à la date de constatation du fait générateur.

En cas de **non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles** impliquant des **données à caractère personnel**: application d'une pénalité égale à **2% du montant exécuté** du marché public à la date de constatation du fait générateur.

### 3-2-6 – Pénalités pour non-respect des clauses d'insertion sociale

**Par dérogation à l'article 16.1.5**, les pénalités pour non-respect des clauses sociales ne seront pas uniquement forfaitaires.

En cas de non réalisation des heures travaillées ou de non transmission des pièces justificatives, le titulaire subira sur ses créances, une pénalité correspondant aux formules suivantes :

- **non réalisation des heures travaillées : Pénalité = \*taux horaire brut du SMIC x nombre d'heures non réalisées**  
*\*Taux horaire du SMIC (Salaire Minimum Interprofessionnel de Croissance) en vigueur à la date du fait générateur, paru dans le journal officiel de la république française.*
- **non transmission ou transmission partielle des pièces justificatives donnera lieu à une pénalité de 100€ (cent) par jour calendaire de retard et par demande conformément aux articles 3.2.3 et 3.1.4 du présent CCAP.**

### 3-2-7 – Pénalités pour non-respect des clauses environnementales

En cas de non-respect des clauses environnementales définies dans le présent CCAP, le titulaire subira une pénalité d'un montant forfaitaire de **100 € (cent) par constat ou par action non réalisée**.

### 3-2-8 – Pénalités pour absence à une réunion

Dans l'accomplissement de ses missions, le représentant principal ou les suppléants désignés par le titulaire à l'acte d'engagement ou à la notification du marché doit participer à l'ensemble des réunions et visites organisées par le maître d'ouvrage, et ce, quelle qu'en soit la périodicité. Le titulaire ne saurait opposer un éloignement géographique pour justifier une absence à une réunion.

Le maître d'ouvrage doit formuler la demande de présence à une réunion ou à une visite dans un **délai minimum de 4 jours** avant la tenue de ladite réunion.

En cas d'absence à une réunion, le titulaire subit, sans mise en demeure préalable, **une pénalité de 500 euros par absence constatée**. En cas de retard non excusé de plus de 30 minutes, **la pénalité forfaitaire de 500 euros est appliquée**.

### 3-2-9 – Pénalités pour défaut de qualification des intervenants dédiés au marché

Le titulaire s'engage à garantir un niveau de qualification de ses intervenants tout au long de l'exécution du marché tel qu'il a été exigé durant la phase consultation du marché.

Tout changement de personnel administratif et technique sans communication au pouvoir adjudicateur constitue une infraction de la part du titulaire.

Dans le cas où un des intervenant(s) ne disposeraient pas des qualifications exigées initialement, le titulaire du marché est tenu d'assurer le remplacement immédiat du ou des intervenant(s).

Le titulaire dispose d'un délai maximum **de 14 jours (2 semaines) pour rétablir la situation à compter du fait générateur**.

À défaut, le titulaire encourt **une pénalité de 100€ par jour** jusqu'à mise en conformité de la situation.

### 3-2-10 – Pénalités pour manquement aux obligations administratives

#### a) Attestation pour l'emploi de personnes étrangères prévue aux articles D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail :

En cas de retard de production de document dans **un délai de 7 jours** à partir de la demande du maître d'ouvrage ou de son représentant, il est appliqué une pénalité de **100€ par jour** jusqu'à la production de la pièce nécessaire à la régularisation du marché.

#### b) Documents justifiant de la régularité d'un détachement de salarié :

En cas d'absence de production ou de production tardive des pièces justifiant de la régularité du détachement du salarié, **dans un délai de 7 jours** à partir de la demande du maître d'ouvrage ou de son représentant, il est appliqué une pénalité de **100€ par jour de retard à compter de la date effective du détachement**.

**c) Documents justifiant de la régularité juridique, assurantielle, fiscale, sociale :**

Malgré la vérification de la régularité administrative d'une entreprise à la notification du marché, celle-ci est tenu d'assurer cette régularité durant toute la période du marché. Le maître d'ouvrage se réserve le droit de demander au titulaire de justifier cette régularité à tout moment durant l'exécution du marché sans que celle-ci puisse s'y soustraire.

En cas d'absence de production ou de production tardive des pièces justifiant de la régularité administrative de l'entreprise titulaire (documents en cours de validité), dans **un délai de 7 jours** à partir de la demande du maître d'ouvrage ou de son représentant, il est appliqué une pénalité de **100€ par jour de retard à compter de la date de la demande par le maître d'ouvrage.**

### **3.3 Primes**

Le présent marché ne comprend pas de primes.

#### **3-3-1 – Primes pour réalisation anticipée**

Sans objet

#### **3-3-2 – Primes pour concours**

Sans objet

## ARTICLE 4. EXÉCUTION

### 4.1 Développement durable

#### 4-1-1 – Clauses d’insertion sociale

Sans objet.

#### 4-1-2 – Clauses environnementales

Sans objet.

### 4.2 Moyens mis à la disposition du titulaire

Sans objet.

### 4.3 Lieux d’exécution

Les dispositions de **l’article 19 du CCAG PI**, s’applique au présent article.

Le lieu d’exécution de la prestation est à l’adresse suivante :

**Université de Mayotte**

**8, Rue de l’Université BP 53 – 97660 DEMBENI**

Le titulaire du marché sera réputé prendre toutes dispositions pour se rendre sur site en cas de nécessité après avoir prévenu la maître d’ouvrage sous un délai qui **ne saurait être inférieur à 7 jours**.

Tout incident survenu lors des entrevues, contacts, visites avec quiconque devra faire l’objet d’une information immédiate auprès du maître d’ouvrage.

L’accès aux lieux d’exécution est réservé aux seuls représentants du titulaire.

Les personnes que le titulaire désigne à cet effet ont libre accès aux seules zones concernées par l’exécution des prestations prévues par le marché, dans le respect des consignes de sécurité prévues pour le site.

Tout acte cultuel sur site est formellement interdit même en dehors des heures de travail du ou des représentants du titulaire.

Le présent titulaire est soumis au règlement intérieur du site constituant le lieu d’exécution de la présente mission.

### 4.4 Conditions de remise des livrables

#### 4-4-1 – Conditions de transmission des documents à fournir par le titulaire

Les documents à remettre par le titulaire au cours de l'exécution du marché sont remis sur le ou les supports suivants :

- Support dématérialisé par voie électronique [gestionnaire@univ-mayotte.fr](mailto:gestionnaire@univ-mayotte.fr) ou par dépôt sur la plateforme dématérialisée <https://krogi.fr/>, (droit d'accès géré par le maître d'ouvrage ou son représentant) pour les documents suivants :
  - 1 exemplaire pour l'ensemble des rapports et PV,

L'ensemble de ces dossiers comprend les comptes rendus des réunions et visites ainsi que les documents annexes aux différentes phases.

En cas d'impossibilité de remise d'un livrable depuis le support retenu par le maître d'ouvrage, le titulaire devra le transmettre sur support physique. Afin de permettre la consultation dématérialisée de ses livrables, le titulaire devra fournir tous les documents écrits, résultant de ses études, sous forme dématérialisée sur clé USB ou disque-dur.

- Pour satisfaire à cette obligation de transmission tous les fichiers devront être compatibles avec les formats suivants (texte à adapter selon les circonstances) :
  - standard .zip
  - Adobe® Acrobat® .pdf
  - Rich Text Format .rtf
  - .doc ou .xls ou .ppt
  - le cas échéant, le format DWF
  - ou encore pour les images bitmaps .bmp, .jpg, .gif
- Le titulaire est invité à :
  - ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe".
  - ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".
  - traiter les fichiers constitutifs de ses études par un anti-virus.

En cas de difficulté de récupération ou détection de virus, le titulaire devra prendre toutes les mesures nécessaires pour transmettre au maître d'ouvrage ou son représentant, l'ensemble de ces données soit par la voie électronique, soit sur un support physique électronique lisible et sain dans un délai de **5 jours**. En cas de retard dans la transmission de ce support, le maître d'ouvrage ou son représentant se réserve, s'il y a lieu, l'application de pénalités de retard pour l'élément d'études concerné. Il appartiendra au titulaire de s'assurer que la transmission de ces documents sous la forme dématérialisée a bien été effectuée auprès des intéressés.

#### 4-4-2 – Stockage, emballage, transport et gestion des déchets

**En complément de l'article 3.1.1 du présent CCAP**, d'autres délais d'exécution s'imposent au titulaire.

Les stipulations des **articles 20 et 21 du CCAP PI** s'appliquent lorsque la prestation implique une fourniture.

#### 4.5 Arrêt de l'exécution des prestations

Conformément à l'**article 22 du CCAG PI**, le maître d'ouvrage ou son représentant se réserve la possibilité d'arrêter sans indemnité l'exécution des prestations au terme de chacun des éléments de mission. Cette disposition s'applique également à chaque tranche ferme et/ou optionnelle, s'il y a lieu.

Par dérogation à l'**article 22 du CCAG PI**, dans le cas où l'arrêt de l'exécution de la prestation au terme d'un élément de mission est temporaire, il n'entraîne pas la résiliation du marché. Dans les autres cas, l'arrêt emporte résiliation du marché. La décision prise précise si l'arrêt est temporaire ou définitif.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations à l'issue d'une partie technique ne donne lieu à aucune indemnité.

Le titulaire du présent marché devra prévenir le maître d'ouvrage **au plus tard 7 jours avant la date de remise de l'élément** de mission d'un arrêt temporaire en le justifiant. Le maître d'ouvrage se réserve le droit de refuser cet arrêt temporaire s'il considère que celui-ci peut mettre en péril l'exécution de la mission ou de l'opération.

Le caractère « temporaire » d'un arrêt n'est possible qu'en cas de force majeure s'imposant au titulaire du présent marché dont il ne pouvait ni maîtriser ni anticiper la cause et la conséquence. De plus, il faut que cet arrêt dit « temporaire » ne remette pas en cause le délai global de l'opération. Dans le cas contraire, l'arrêt peut être considéré comme étant « définitif » et entraîner la résiliation du contrat.

Dans le cas d'une résiliation intervenant en cours d'exécution de l'un des éléments de mission d'études, les modalités de solde du contrat relèvent des dispositions des **articles 1.9.1, 2.3 et 6 du présent CCAP**.

#### 4.6 Prestations supplémentaires ou modificatives

Par dérogation, à l'**article 23 du CCAG PI**, le maître d'ouvrage ou son représentant se réserve la possibilité durant l'exécution du marché, de prescrire au titulaire, par voie d'avenant, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose sauf si celles-ci peuvent changer l'objet du marché ou modifier substantiellement les caractéristiques techniques de l'offre présentée par le titulaire lors de la mise en concurrence.

Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de l'acheteur. Celui-ci ne peut pas non plus refuser les prestations supplémentaires sauf s'il le justifie par sa non-qualification à les exécuter.

Les prestations supplémentaires ou modificatives démarrent à la notification au titulaire de l'avenant sauf mention contraire lors de cette notification.

Quand les prestations supplémentaires ou modificatives sont identiques aux prestations initiales, leurs prix seront déterminés sur la base des prix initiaux.



Lorsque le marché n'a pas prévu de prix pour les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par l'acheteur au titulaire, l'avenant fixe provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des prestations supplémentaires ou modificatives suivant **les articles 23.2 à 23.4 du CCAP PI**.

En cas de désaccord sur les prix nouveaux entre le maître d'ouvrage et le titulaire, l'acheteur pourra résilier le contrat pour motif d'intérêt général.

#### **4.7 Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles**

Conformément à **l'article 24 du CCAG PI**, lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édition par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par l'acheteur.

Par dérogation, à **l'article 24 du CCAG PI**, lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans un **délai maximal de 15 jours** à compter de la date de réception de cette demande.

**Sous un délai de 15 jours** à compter de la date de décision de suspension des prestations, les parties conviennent à travers un ordre de service de suspension émis par l'acheteur des modalités de :

- constatation des prestations exécutées,
- maintien des obligations contractuelles du titulaire pendant la suspension,
- reprise de l'exécution,
- modifications à apporter au marché,
- surcoûts directement induits par ces événements : **ces surcoûts sont plafonnés à 5% du montant initial hors TVA du marché, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises. Le montant ainsi calculé sera révisé à la date d'effet de la suspension suivant les conditions définies dans l'article 2.1.3 du présent CCAP.**

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à **l'article 8 du présent CCAP**.

#### **4.8 Clause de réexamen**

En complément des clauses permettant le réexamen du marché qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions du marché, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

##### **4-8-1 – Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution**

Le titulaire unique pourra proposer au pouvoir adjudicateur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes:

- Cessation d'activité,

- cession de contrat,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.
- crise sanitaire limitant les déplacements et rendant difficile l'exécution de la mission ou d'un élément de mission

Le pouvoir adjudicateur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, le pouvoir adjudicateur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.
- Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du pouvoir adjudicateur sur la substitution :
- dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement
- dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des prestations qui leur ont été confiées.

A défaut,

- dans le cas du groupement solidaire ou du groupement conjoint sans mandataire solidaire : le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement.
- dans le cas du groupement conjoint avec mandataire solidaire, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité :
  - soit de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs prestations après désignation d'un mandataire non solidaire ; le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement
  - soit de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

#### 4-8-2 – Remplacement du mandataire titulaire en cours d'exécution

Ces modalités de substitution s'appliquent au cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement, par **dérogation à l'article 3.5 du CCAG PI**.

#### 4.9 Données indispensables à l'exécution d'une mission de service public

Conformément aux dispositions de **l'article 26 du CCAG PI**, la transmission ou l'accès aux données collectées par le titulaire dans le cadre du présent marché à l'acheteur se feront sur simple demande de ce dernier. La non-transmission de ces données donnera lieu à des pénalités définies dans **l'article 3.2.3 du présent CCAP**.

#### 4.10 Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Conformément aux dispositions de **l'article 27 du CCAG PI**, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché dans les conditions définies dans ledit CCAG. Le titulaire dispose d'un **délai de 15 jours** à compter de la date de notification de la décision de l'exécution à ses frais et risques par l'acheteur pour justifier des moyens nécessaires à l'exécution des prestations par ses soins.

## ARTICLE 5. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS – GARANTIE

### 5.1 Opérations de vérification

#### 5-1-1 – Délai de vérification et point de départ du délai

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG PI, les décisions relatives à la vérification des documents présentés par le titulaire doivent intervenir avant l'expiration des délais suivants :

Phase d'études, de réalisation ou tâche	Point de départ du délai	Délai de vérification
Permis de construire (PC),	Date de réception, par le maître d'ouvrage de l'ensemble des livrables associés.	1 semaine
RICT	Date de réception, par le maître d'ouvrage de l'ensemble des livrables associés.	2 semaines
Phase DET (Direction et Exécution des Travaux) :		
- VISA des éléments d'Exécution	<i>Date de réception, par le maître d'ouvrage de l'ensemble des livrables associés.</i>	<i>2 semaines</i>
- Visites et réunions de chantier	<i>Date de réception, par le maître d'ouvrage de l'ensemble des livrables associés.</i>	<i>1 semaine</i>
- Avant réception des travaux	<i>Date de réception, par le maître d'ouvrage de l'ensemble des livrables associés.</i>	<i>2 semaines</i>
- Après réception des travaux	<i>Date de réception, par le maître d'ouvrage de l'ensemble des livrables associés.</i>	<i>1 semaine</i>
Période de parfait achèvement : Rapport de fin de mission	Date de réception, par le maître d'ouvrage de l'ensemble des livrables associés.	2 semaines
Quelle que soit la phase : Rapports minutes de mise à jour des avis	Date de réception, par le maître d'ouvrage de l'ensemble des livrables associés.	1 semaine

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le maître d'ouvrage des livrables associés à chaque mission ou élément de mission suivant **l'article 3.1.1 du présent CCAP**.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée admise avec effet à compter de l'expiration du délai.

En cas de rejet ou d'ajournement, l'acheteur dispose, pour donner son avis, après présentation par le titulaire des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

La vérification peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans un délai fixé par l'acheteur et soumis aux dispositions de **l'article 3.1.1 ci-dessus**.

## 5-1-2 – Présence du titulaire lors des opérations de vérification

Chaque vérification sera précédée d'une présentation des livrables par le titulaire à l'acheteur lors d'une réunion.

Par dérogation à **l'article 28.5 du CCAG PI**, le maître de l'ouvrage n'a pas à aviser le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications des documents remis pour acceptation.

En revanche, l'acheteur informe le titulaire, au **minimum 7 jours avant la date prévue**, des jours et heures fixés pour la présentation des livrables, afin de lui permettre d'y assister ou de se faire représenter. L'absence du titulaire dûment avisé, ou de son représentant, ne fait pas obstacle au déroulement ou à la validité des opérations de vérification.

Toutefois cette absence est pénalisée suivant **l'article 3.2.8 du présent CCAP**.

## 5.2 Admission, ajournement, réfaction et rejet

Conformément à **l'article 29 du CCAG PI**, la réfaction comme le rejet des prestations doit faire l'objet d'une décision expresse du maître d'ouvrage. Les reprises des prestations par le titulaire suite à une décision d'admission avec observations, d'ajournement, de réfaction ou de rejet n'ouvrent droit pour le titulaire ou ses ayants droit à aucune indemnité.

### 5-2-1 – Admission

Les stipulations de **l'article 29.1 du CCAG PI** sont applicables. Par dérogation à **l'article 29.1 du CCAG PI**, en cas d'admission tacite, l'admission prend effet après expiration du délai mentionné à **l'article 5.1.1 du présent CCAP**. En aucun cas l'approbation tacite ne vaut par contre démarrage de l'élément de mission suivant.

En aucun cas l'admission d'une mission, d'un élément de mission ou d'un livrable ne vaut admission des erreurs, imperfections ou incomplétudes qu'ils comporteraient.

Les documents présentés par le titulaire sont remis au conducteur d'opération en format **.pdf** et dans un format modifiable compatible avec les logiciels du pack-office ou avec la suite OpenOffice. Pour les pièces graphiques de type « plans » les documents présentés devront être compatibles le format **.dwg**.

Des tirages papier pourront être demandés dans la limite de 2 exemplaires par livrable.

### 5-2-2 – Ajournement

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans un délai fixé par l'acheteur et soumis aux dispositions de **l'article 3.1.1 du présent CCAP**.

Par dérogation à **l'article 29.2.1 du CCAG PI**, l'acheteur fixe dans sa notification de sa décision d'ajournement, le délai qu'il compte accorder au titulaire pour que celui-ci face connaître son acceptation de la décision et le délai pour la mise au point de ses prestations.

En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ces délais, l'acheteur a le choix de prononcer l'admission des prestations avec réfaction ou de les rejeter dans les mêmes délais que ceux indiqués à **l'article 5.1.1 du présent CCAP**.

Suite à une décision d'ajournement, l'acheteur dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués à **l'article 5.1.1 du présent CCAP**.

Le silence gardé par l'acheteur au-delà de ces délais vaut décision de rejet des prestations.

### 5-2-3 – Réfaction

Il sera fait application des dispositions de **l'article 29.3 du CCAG PI**.

### 5-2-4 – Rejet

Suite à une décision de rejet, l'acheteur dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués à **l'article 5.1.1 du présent CCAP**.

Par dérogation à **l'article 29.4.3 du CCAG PI**, le maître d'ouvrage indiquera dans sa notification de rejet le délai qu'il compte accorder au titulaire pour remplacer les prestations rejetées.

### 5-2-5 – Mauvaise qualité ou défectuosité des fournitures ou matériaux

Sans objet.

## 5.3 Garantie technique

Par dérogation à **l'article 30 du CCAG PI**, les prestations ne font l'objet d'aucune garantie.

## 5.4 Destruction des données

Il sera fait application des dispositions de **l'article 31 du CCAG PI**.

## 5.5 Achèvement de la mission

La prestation du titulaire s'achève après la levée de la dernière réserve et à l'expiration du délai de "garantie de parfait achèvement" prévue par **l'article 44-1 du CCAG travaux le cas échéant**. Toutefois, l'arrêt d'exécution des prestations peut être décidé conformément aux dispositions de **l'article**

**22 du CCAG PI** après l'exécution de chaque élément de mission. L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie, sur demande du titulaire, par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de **l'article 29 du CCAG PI** et constatant qu'il a rempli toutes ses obligations.

## ARTICLE 6. UTILISATION DES RÉSULTATS

### 6.1 Définition des résultats et dispositions générales

L'utilisation des résultats est régie par **le CCAG PI**. Il est entendu que les résultats au sens du présent CCAP s'entendent des résultats tels que définis par **l'article 32.1 du CCAG PI** et des prestations qui seraient inachevées, qu'elles aient ou non été payées par le pouvoir adjudicateur, au jour de la résiliation anticipée ou de la défaillance de l'un des membres du groupement lorsque le titulaire est un groupement de personnes.

Le titulaire du marché s'engage à ne pas faire obstacle à l'utilisation, par le maître de l'ouvrage, de ses prestations inachevées, en ne divulguant pas les dites prestations au motif de leur inachèvement. Il s'engage à transférer au maître de l'ouvrage toutes les missions et ébauches de missions réalisés en exécution du marché.

### 6.2 Régime des droits

L'option retenue concernant l'utilisation des résultats et précisant les droits respectifs du maître de l'ouvrage et du titulaire en la matière est la « Concession de droits d'utilisation sur les résultats » telle que définie au **chapitre 6 du CCAG-PI**.

Dans les conditions particulières suivantes :

En contrepartie de la rémunération versée au titulaire du marché, celui-ci cède au maître d'ouvrage, à titre non-exclusif, pour la France et pour toute la durée légale des droits d'auteur, les droits de propriété intellectuelle qu'il détient ou qu'il a obtenus de l'auteur sur les résultats du marché.

Ces droits comprennent, notamment :

- **Le droit de reproduction des résultats** : le droit de reproduire, de faire reproduire ou d'autoriser un tiers à reproduire, sans limitation de nombre, tout ou partie des résultats, sur tout support et/ou moyen notamment support papier, optique, magnétique, numérique, informatique ou électronique ; reproduction au sein d'une base de données ou photothèque analogique ou numérique ;
- **Le droit de représentation** : le droit de représenter, de faire représenter ou d'autoriser un tiers à représenter les résultats par tout moyen de diffusion, notamment par voie d'exposition, et/ou support électronique, numérique, informatique, télématique, de télécommunications et de communication électronique, par les réseaux notamment internet et/ou intranet et ce, auprès du public en général ou de catégories de public en particulier ;
- **Le droit d'adaptation** : le droit d'adapter, de faire adapter ou d'autoriser un tiers à adapter les résultats, notamment en les modifiant par ajout, par suppression, par réorganisation ou retouche des différents éléments constitutifs du résultat, par fusion avec d'autres documents ou résultats issus du marché, par retouche du format des résultats, par traduction dans une autre langue, dans le respect du droit au respect de l'auteur, et ce, en une ou plusieurs fois.



Par ailleurs, au titre du présent contrat, le maître d'ouvrage dispose du droit de rétrocéder aux tiers de son choix, en tout ou partie, sous quelque forme que ce soit, tout ou partie des droits concédés dans la limite des besoins découlant du marché.

En tant que de besoin et en fonction de l'état de la technique au jour de la signature des présentes, la cession porte sur l'utilisation des résultats sur tout format présent et à venir linéaire ou non-linéaire, tout vecteur de communication et support de toute nature, tels que tout moyen électronique, de télécommunication et de communication électronique, intranet, internet, extranet, ADSL, WAP, i-mode, GSM, GPRS, UMTS et sur tout support présent et à venir, notamment papier, électronique, magnétique, disque, réseau, disquette, CD ou DVD.

### 6.3 Cession du droit de reproduction de l'image du ou des bâtiments construits

Le titulaire du marché cède au pouvoir adjudicateur, sans rémunération supplémentaire, le droit de reproduire l'image du ou des ouvrages réalisés à partir de ses études. Ainsi, il cède ce droit à titre exclusif, pour le monde entier et pour toute la durée légale des droits d'auteur et pour le droit de :

- **Reproduction** : le droit de reproduire, de faire reproduire ou d'autoriser un tiers à reproduire, notamment par fixation, enregistrement, numérisation, sans limitation de nombre, tout ou partie des images fixes ou animées, sur tout support et/ou moyen notamment support papier, optique, magnétique, numérique, informatique, audiovisuels sous forme de vidéogrammes ; reproduction au sein d'une base de données ou photothèque analogique ou numérique ;
- **Représentation** : le droit de représenter, de faire représenter ou d'autoriser un tiers à représenter les images fixes ou animées par tout moyen, notamment par voie d'exposition, et/ou support papier, électronique, numérique, informatique, télématique, de télécommunications et de communication électronique et ce, auprès du public en général ou de catégories de public en particulier ;
- **Communication** : le droit de communiquer, de faire communiquer ou d'autoriser un tiers à communiquer les images fixes ou animées, notamment la mise à disposition du public ou de catégories de public, par fil ou sans fil, y compris câble, satellite, réseau téléphonique, ondes hertziennes, de manière à ce que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement ;
- **Distribution** : le droit de distribuer, faire distribuer ou autoriser un tiers à distribuer et particulièrement par la mise sur le marché, à titre onéreux ou gratuit, y compris pour la location ou la vente des images fixes ou animées, en tout ou partie, par tout procédé et sur tout support et ce, pour tout public et sans limitation ;
- **Adaptation** : le droit d'adapter, de faire adapter ou d'autoriser un tiers à adapter les images fixes ou animées, notamment de modifier, de retoucher le cadrage, la couleur, le format d'image, de mixer, assembler, condenser les images, d'incorporer des éléments textuels et d'en assurer la portabilité sur tout support, et ce, en une ou plusieurs fois ;

En conséquence de la cession des droits consentis, le pouvoir adjudicateur est libre d'exploiter et/ou d'autoriser un tiers à exploiter la reproduction de l'image fixe et/ou animée du bâtiment fixée sur tout support pour les modes d'exploitation visés ci-après sans que cette liste ne soit exhaustive :

- **Dans le domaine de la presse** : pour toute insertion de toute nature dans tout magazine, quotidien, revue périodique ou non, revue interne et d'une manière générale toute publication gratuite ou payante en France et dans tous les autres pays, y compris accessibles par les réseaux numériques;
- **Dans le domaine de l'édition** : pour être intégré dans tout ouvrage, livre, guide, carte postale, fascicule, catalogue, plaquette, dépliant, brochure, prospectus, affiches que ces éléments soient commercialisés ou distribués à titre gratuit ;
- **Dans le domaine de l'évènementiel** : par l'organisation d'expositions, itinérantes ou non, y compris les expositions dans l'environnement numérique, sur tous supports;
- **Dans le domaine de la communication et de la publicité** : pour tout type de publicité, de promotion ou de prospection, pour être intégré dans un vidéogramme, dans une présentation power point ou sous tout autre format, au sein d'un site web ou wap, portail ou intranet ;

Par la constitution d'une base de données d'images.

La cession ainsi consentie au pouvoir adjudicateur ne prive cependant pas le titulaire d'exercer par lui-même, concurremment, les mêmes droits d'exploitation sur l'image des ouvrages, notamment pour la réalisation d'un livre de photos de ses travaux.

Dans le cas d'une réhabilitation ou extension d'un ouvrage existant, le maître d'ouvrage détient les droits de reproduction de l'image du bâtiment préexistant et d'autorisation d'un tiers à reproduire.

#### **6.4 Cession des droits de propriété intellectuelle dans le cas d'une sous-traitance**

Le titulaire du marché s'engage, en cas de sous-traitance, à obtenir, dans la convention de sous-traitance, la cession ou la concession des droits de propriété intellectuelle sur les résultats réalisés par le sous-traitant, dans des conditions identiques à celles prévues dans le présent marché et lui permettant de rétrocéder ces droits au pouvoir adjudicateur à l'issue du marché.

Dans l'hypothèse où le titulaire du marché est un groupement de personnes, le mandataire du groupement s'engage, en cas de recours à la sous-traitance pour pallier la défaillance d'un membre du groupement dans l'exécution de ses prestations au titre du présent marché, à faire son affaire d'obtenir, dans la convention de sous-traitance, la cession ou la concession des droits de propriété intellectuelle sur les résultats réalisés par le sous-traitant, dans des conditions identiques à celles prévues dans le présent marché et lui permettant de rétrocéder ces droits au pouvoir adjudicateur à l'issue du marché.

## 6.5 Assistance due par le titulaire du marché à l'exercice des droits concédés

Le titulaire du marché s'engage à apporter au maître de l'ouvrage l'assistance indispensable à l'exercice des droits concédés pendant toute la durée de construction de l'ouvrage et jusqu'à la levée de la dernière des réserves par dérogation à **l'article 35 du CCAG PI**.

Le maître de l'ouvrage pourra solliciter le titulaire du marché pour tout conseil technique relatif aux études qu'il a réalisé mais également pourra lui demander d'apporter son concours aux entreprises de bâtiments pour toute question, assistance technique et/ou transfert de compétence dans le cadre de la construction de l'ouvrage.

Cette assistance est incluse dans le prix du marché et ne pourra faire l'objet d'aucune rémunération supplémentaire.

## ARTICLE 7. RÉSILIATION

### 7.1 Résiliation pour événements extérieurs au marché

#### 7-1-1 – Décès ou incapacité civile du titulaire

Il sera fait application des dispositions de **l'article 37.1 du CCAG PI**.

#### 7-1-2 – Sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire

Il sera fait application des dispositions de **l'article 37.2 du CCAG PI**.

#### 7-1-3 – Incapacité physique du titulaire:

Il sera fait application des dispositions de **l'article 37.2 du CCAG PI**.

### 7.2 Résiliation pour événements liés au marché

#### 7-2-1 – Difficulté d'exécution du marché

Il sera fait application des dispositions de **l'article 38.1 du CCAG PI**.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur résilie le marché.

#### 7-2-2 – Ordre de service tardif

Il sera fait application des dispositions de **l'article 38.2 du CCAG PI**.

Par dérogation à **l'article 38.2 du CCAG PI**, en cas d'ordre de service tardif (plus de six mois après la notification du marché), le titulaire est **indemnisé à hauteur de 10% du montant hors taxes non révisé de son marché**.

#### 7-2-3 – Arrêt de l'exécution des prestations

Par dérogation à **l'article 38.3 du CCAG PI**, en cas d'arrêt des prestations, le marché n'est résilié que si la notification de la décision d'arrêt fait état d'un « arrêt définitif ».

La résiliation n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

### 7.3 Résiliation pour faute du titulaire

En cas de résiliation pour faute il sera fait application des **articles 39 et 27 du CCAG PI** avec les précisions suivantes :

- le maître d'ouvrage pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à **l'article 27 du CCAG PI**. La décision de résiliation le mentionnera expressément. Dans ce cas, et par dérogation à **l'article 41.5 du CCAG PI**, la notification du décompte de résiliation par le pouvoir adjudicateur

au titulaire doit être faite **au plus tard deux mois après le règlement définitif du nouveau marché** passé pour l'achèvement des prestations.

- Le maître d'ouvrage pourra considérer comme raison valable pour une résiliation pour faute :
  - un arrêt temporaire d'une mission ou d'un élément de mission sans justification ni autorisation du maître d'ouvrage,
  - une mise en demeure restée infructueuse,
  - une absence de réponse aux sollicitations ou observations du maître d'ouvrage,
  - une absence répétée aux réunions,
  - un manquement aux obligations administratives,
  - un refus du remplacement d'intervenant non qualifié.
- Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation en plus des pénalités qui lui seraient appliquées.
- Par dérogation et en complément des **articles 39 et 41.3 du CCAG PI**, la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire est rémunérée avec **un abattement de 10 %**.

En complément à **l'article 39 du CCAG PI**, en cas de non production **dans les 8 jours de l'acceptation** d'une sous-traitance de second rang et plus présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et plus et du titulaire du marché, **restée sans effet dans un délai fixé à 8 jours**, le marché sera résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

#### 7.4 Résiliation pour motif d'intérêt général

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de **l'article 40 du CCAG-PI** et lorsque les conditions prévues à **l'article 5.2** ci-dessus ne s'appliquent pas, sans préjudice de l'application des dispositions **des alinéas 2 et 3 de l'article 40 du CCAG PI**, l'indemnité de résiliation est fixée à **5 % du montant initial HT du marché diminué du montant HT non révisé des prestations reçues**.

Par dérogation aux **articles 40 et 41.2.2.4 du CCAG PI**, dans le cas d'un marché à tranches ; ne seront pris en compte que les montants de la tranche ferme et des tranches optionnelles affermies.

#### 7.5 Modalités de résiliation dans le cadre d'un groupement

Les **articles du CCAG PI**, traitant de la résiliation aux torts du titulaire (**art. 39**) et de la résiliation pour événement extérieurs (**art. 37**) peuvent s'appliquer à un seul des cotraitants du groupement dès lors qu'il se trouve dans une des situations prévues à ces articles.

#### 7.6 Décompte de résiliation

Il sera fait application des dispositions de **l'article 41 du CCAG PI**.

## 7.6 Décompte de résiliation

Il sera fait application des dispositions de **l'article 42 du CCAG PI**.

### ARTICLE 8. RÈGLEMENT DES DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES

Les parties s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend ou litige susceptible d'intervenir entre elles à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Dans ce cas, la partie la plus diligente peut saisir par requête le médiateur des entreprises ou le comité consultatif de règlement amiable, dans les conditions fixées à l'article R2197-2 du code de la commande publique. La saisine est gratuite et s'effectue sur le site internet : [www.mediateur-des-entreprises.fr](http://www.mediateur-des-entreprises.fr)

En cas de conciliation, les parties s'engagent à signer une transaction.

A défaut de conciliation, les litiges éventuels afférents au présent marché sont portés devant le tribunal territorialement compétent qui sera le Tribunal Administratif de Mamoudzou.

La saisine du tribunal pourra se faire à l'adresse suivante :

Monsieur le président du Tribunal administratif de Mayotte :

Les Hauts du jardin du collège

97600 MAMOUDZOU

-Téléphone : 02-69-61-18-56 ou courriel : [greffe.ta-mayotte@juradm.fr](mailto:greffe.ta-mayotte@juradm.fr) ou par télé service en application du décret n° 2018-251 du 6 avril 2018.

## ARTICLE 9. DEROGATIONS AUX CCAG PI

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP PI sont apportées aux articles suivants :

Articles du CCAG PI auxquels il est dérogé	Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations
3.2.4	1.3.2
3.5	4.8.2
4.1	1.4
14.1.3	3
14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3	3.2.1
14.1.1 et 28.4.2	3.2.2
15.3	3.3.1
22	4.5
23	4.6
24	4.7
28.2	5.1.1
28.5	5.1.2
29.1	5.2.1
29.2.1	5.2.2
29.4.3	5.2.4
30	5.3
35	6.5
38.2	7.2.2
38.3	7.2.3
39, 41.3 et 41.5,	7.3
40 et 41.2.2.4	7.4